

NOTE DE TRANSMISSION

Émetteur : le Secrétariat

Destinataire : la Convention

Objet: - "Propositions de la CDU et de la CSU en vue d'un traité constitutionnel
européen"

Le Secrétaire Général de la Convention a reçu de M. Wuermeling, membre suppléant de la Convention, les propositions de la CDU et de la CSU sur lesquelles M. Wuermeling attire l'attention des membres de la Convention.

Propositions de la CDU et de la CSU en vue d'un traité constitutionnel européen

**Élaborées par le groupe de travail CDU-CSU
« Traité constitutionnel européen »**

sous la direction de

M. Wolfgang Schäuble, député, ancien ministre allemand des affaires intérieures, et
M. Reinhold Bocklet, ministre des affaires fédérales et européennes
du Land de Bavière

Berlin, le 26 novembre 2001

Propositions en vue d'un traité constitutionnel et
d'une nouvelle répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres

La CDU et la CSU saluent la « déclaration sur l'avenir de l'Union » rédigée par le Conseil européen de Nice dans le but d'ouvrir un large débat sur l'avenir de l'Union européenne. Désireuses de participer activement à ce débat, la CDU et la CSU tiennent à avancer quelques premières propositions concrètes, en particulier en ce qui concerne la répartition des compétences entre l'Union et ses États membres.

1. L'Union européenne et les grands défis qui l'attendent
 - a) L'unification du continent aura été le principal enjeu européen de la deuxième moitié du XX^e siècle. Après deux guerres mondiales, l'Europe a, aux côtés de l'Alliance atlantique, apporté la paix et la stabilité à ses États membres et amélioré leur niveau social. L'attrait qu'a représenté l'ambition d'une Europe unifiée a contribué pour beaucoup à mettre un terme à l'antagonisme Est-Ouest et à la partition de l'Allemagne et de l'Europe.
 - b) À l'ère de la mondialisation, et alors que de nouvelles menaces planent sur notre sécurité, l'Europe pourra mieux s'affirmer si elle est unie. En s'unifiant, elle a une occasion unique de faire valoir dans le monde entier la philosophie qui l'anime et les valeurs sur lesquelles elle repose, et de contribuer ainsi au façonnement d'un monde meilleur.

- c) Après l'effondrement du communisme, l'élargissement de l'Union européenne nous permettra d'effacer une fois pour toutes la division de notre continent et ses dernières conséquences. Nous pouvons faire de l'Europe la plus grande zone de stabilité, de sécurité, de prospérité et de justice sociale dans le monde. Son intégration économique créera des emplois et améliorera sa compétitivité.
- d) À cet effet, l'Union européenne doit renforcer sa capacité d'action, tant vis-à-vis de ses États membres que des pays tiers, de manière à ce que son élargissement apporte une nouvelle dimension au processus d'intégration. Dans cette optique, elle doit consolider l'adhésion de ses citoyens, qui ont souvent d'elle une image de bureaucratie et non d'efficacité. Au besoin, elle doit leur réexpliquer son bien-fondé. Elle doit aussi trouver un équilibre adéquat entre sa capacité d'action et la préservation des identités nationales et régionales.
- e) La construction européenne est un processus continu qui a des retombées considérables sur les structures constitutionnelles et politiques des États membres. Les questions relatives à la répartition des compétences placent les pays et les régions (et leurs parlements respectifs) devant de nouveaux défis et demandent des réponses claires. Celle relative aux compétences de l'Europe est aussi un argument de poids en faveur de son unification.
- f) Essentiellement, l'Union européenne doit être compétente dans le domaine de la politique étrangère, de sécurité et de défense, elle doit garantir le fonctionnement et la compétitivité économique du marché unique européen, elle doit assurer sa représentation commune à l'extérieur, gérer son union monétaire, réformer sa politique agricole commune et prendre ses responsabilités en matière de justice, de sécurité intérieure, de transport, d'infrastructure, d'environnement et de protection de la santé (lorsque des accords transfrontaliers existent dans ces dossiers).

L'Union doit aussi détenir la compétence des accords transfrontaliers qui garantissent les libertés fondamentales inscrites dans les traités, sans pour autant avoir une compétence réglementaire dans toutes les facettes de ces domaines.

Par contre, tout ce qui relève des traditions propres aux civilisations et aux cultures et de ce qu'il est convenu d'appeler la société civile doit rester du ressort des États membres, de même que, par exemple, tout ce qui touche à leur gestion interne (autonomie locale, politique familiale, sécurité sociale), au marché de l'emploi, à l'immigration, aux organisations et aux activités caritatives et non lucratives, à l'éducation, à la culture et au sport.

2. Les objectifs des réformes

Notre objectif est de créer une Europe grande et forte, qui préserve son patrimoine, qui assume ses responsabilités pour les générations futures et qui recueille l'adhésion de ses citoyens. À cette fin, elle doit se rapprocher d'eux et devenir plus démocratique et plus transparente. Elle doit aussi se concentrer sur les missions qui peuvent uniquement être prises en charge au niveau communautaire, ce qui implique que les États membres lui cèdent une partie des responsabilités qu'ils détenaient jusqu'ici, mais que l'Union, pour sa part, leur rétrocède des compétences qu'elle s'était appropriées. L'UE doit donc encore renforcer considérablement sa capacité d'action et sa rapidité décisionnelle.

- a) Pour que les citoyens acceptent les décisions politiques, ils doivent savoir qui en est responsable. C'est la raison pour laquelle l'instauration d'une répartition clairement compréhensible des pouvoirs entre les États membres, d'une part, et l'Union européenne, de l'autre, est un élément crucial des réformes et une condition de leur réussite. À cela doit s'ajouter une réorganisation des institutions et de leurs procédures.
- b) Jusqu'à présent, le processus d'unification européenne s'est souvent déroulé en appliquant le principe d'intégration là où c'était possible. Aujourd'hui, cette méthode a atteint ses limites. Il est temps d'organiser la relation entre l'unité et la diversité sur la base d'une redistribution des responsabilités. Dans une Union de vingt-sept membres, voire davantage, telle qu'elle se façonnera à long terme, les différences économiques, sociales et culturelles seront évidemment plus profondes qu'entre les six États membres qui la composaient à l'origine. Dans de nombreux domaines, le processus centralisé de décision ne pourra tenir compte de cette diversité croissante que dans une très faible mesure. L'Union devra donc se concentrer sur ses missions essentielles et renforcer sa capacité d'action.
- c) Même à l'avenir, l'Europe restera constituée d'États-nations. Ceux-ci doivent donc conserver le droit de déterminer les compétences qui devront s'exercer au niveau européen ou au niveau national. L'attachement des citoyens à leur nation est ancré dans l'histoire de l'Europe et en est indissociable. Inversement, les États-nations ont besoin de l'Europe, car ils ne peuvent plus s'acquitter seuls de missions importantes en ne comptant que sur eux-mêmes. Les nations ont besoin de l'Europe et vice-versa. L'Union européenne ne deviendra pas un État au sens traditionnel du terme, mais une entité nouvelle. La Cour constitutionnelle allemande a par exemple évoqué la notion de « fédération d'États », basée sur le principe de l'adhésion volontaire.
- d) Les États membres ont cédé à l'Europe certaines de leurs compétences traditionnelles. Ce n'est pas une raison pour priver ces importants domaines d'intervention de toute légitimité démocratique et de tout contrôle. Il faut donc adapter l'organisation et le fonctionnement des institutions européennes à ces nécessités de la démocratie. À cet effet, il importera de restructurer le cadre institutionnel de manière à ce que les responsabilités politiques soient clairement réparties au niveau communautaire et à ce que l'efficacité des mesures prises dans ce cadre soit garantie.

3. Les critères de la redéfinition des tâches

- a) Cette redéfinition des tâches doit obéir au principe de la subsidiarité, qui veut que l'UE exerce uniquement les responsabilités qui, au vu des défis qu'elle devra relever, ne pourront être assumées efficacement au niveau national.

Les transferts de compétences supplémentaires au niveau européen ne pourront s'effectuer qu'à titre exceptionnel et devront être dûment motivés. De même, les avantages que ces transferts devraient apporter devront être comparés aux inconvénients qu'ils risquent d'entraîner pour la précieuse diversité dont l'Europe tire sa richesse. Tous les problèmes qui surgissent en Europe ne sont pas forcément des problèmes européens.

- b) Le point de départ doit être que toutes les compétences échoient aux États membres, de sorte que toute délégation de pouvoirs à l'UE doive faire l'objet d'accords clairs et précis.

Dans cette optique, ce sont avant tout les compétences de l'Union qui doivent être clairement délimitées, plutôt que celles des États ou des régions. Elles doivent aussi pouvoir être soumises à certaines restrictions au profit des États membres.

- c) Parallèlement à la centralisation de compétences au niveau européen, la coopération intergouvernementale restera provisoirement indispensable pour permettre des actions communes dans des domaines où tous les États ne seront pas disposés à renoncer à leur souveraineté. Cette coopération nécessitera cependant le concours des institutions communautaires ainsi que l'utilisation et le renforcement des instruments de la « coopération renforcée » et du droit de « non-participation ».
- d) En ce qui concerne les compétences communautaires, le nouveau traité devra mentionner et définir une fois pour toutes les formes d'intervention que les traités actuels prévoient, mais qu'ils n'ont que très peu structurées (régulation/harmonisation, reconnaissance mutuelle, mesures complémentaires, promotion, coordination, mise en œuvre).
- e) En corollaire, les moyens d'action à la disposition de l'Europe devraient être clairement précisés. Les directives, par exemple, devraient être ramenées à leur fonction première: celle de poser la législation-cadre européenne. Il faudra également définir les autres instruments juridiques communautaires: les règlements (les lois communautaires proprement dites), les décisions, les avis et les recommandations.
- f) Lorsque des compétences précises sont attribuées à l'Union, les formes et les moyens d'action à sa disposition doivent être définis, ainsi que l'étendue des compétences en question (compétences exclusives, fondamentales ou subsidiaires).

Les compétences exclusives devront de toute manière être spécifiées comme telles dans le traité. S'il ne s'agit pas de compétences propres à l'Union, celui-ci devra indiquer clairement que les États membres peuvent intervenir aussi longtemps que l'Union ne l'a pas fait dans le cadre de ses propres attributions.

- g) Il faut souligner que les objectifs visés par les traités n'impliquent pas foncièrement l'octroi de compétences à l'Union européenne. Celles-ci doivent pouvoir être identifiées, prévues et limitées. Les grandes finalités des traités, qui tracent l'orientation générale de la construction de l'Europe, ne répondent pas à ces conditions.
- h) On peut en dire autant des dispositions générales sur l'intégration, qui implique de souscrire aux objectifs communautaires lors de la mise en œuvre d'autres politiques (par exemple la cohésion, la protection de l'environnement, l'égalité des chances, la protection des consommateurs).
- i) Une répartition claire des compétences devrait rendre inutile des dispositions générales telles que l'article 308 du traité CE. En outre, le champ d'application de l'article sur le marché intérieur (article 95 du traité CE) devrait être délimité avec davantage de précision.
- j) Plusieurs autres dispositions générales, qui relèvent toujours de la compétence des États membres ou qui font l'objet de dispositions spéciales du traité, ont aussi un aspect financier (notamment en matière de protection des consommateurs et dans la politique de la santé). Cela encourage la propension à subordonner ces dispositions à celles sur le marché intérieur.

Il faudrait dès lors inscrire dans une clause de concurrence que les interventions dans les domaines qui relèvent des compétences de l'UE n'autorisent pas forcément celle-ci à réglementer des aspects importants de politiques qui sont du ressort des États membres. Il importe également de clarifier les relations entre les dispositions légales européennes, de manière à ce que celles qui s'appliquent à des domaines d'activités spécialisés priment l'article sur le marché intérieur, dont l'applicabilité s'étend à tous les secteurs.

- k) Les efforts visant à instaurer une répartition plus claire des compétences ne doivent pas être sapés par des arguments qui ne sont pas prévus par le traité, comme la « méthode ouverte de coordination », la « gouvernance européenne » ou la législation non contraignante. Le nouveau traité devra préciser que les orientations et les objectifs européens qui doivent être transposés au niveau national et qui font l'objet du contrôle et de l'évaluation de l'UE (de même que ceux qui dérivent de processus internationaux) doivent être limités au cadre actuel des compétences communautaires.
- l) Le traité devra aussi préciser que le principe de la loyauté communautaire (article 10 du traité CE) ne joue pas seulement à l'avantage de l'Union, mais aussi en faveur des États membres et que l'Union doit exercer ses compétences avec prudence. Le traité devra en outre reconnaître les identités nationales et régionales des États (voir l'article 6, paragraphe 3 du traité UE et le préambule à la charte des droits fondamentaux).
- m) La solidarité communautaire, qui se concrétise surtout aujourd'hui dans la redistribution des moyens financiers entre les fonds structurels et le Fonds de cohésion, est un élément important et nécessaire du processus d'unification européenne. Toutefois, la politique de conditionnalité appliquée actuellement, qui lie l'aide financière au respect de critères approfondis, n'est pas une solution adéquate, car elle crée une charge administrative excessive que l'Union élargie ne pourra pas supporter et elle empiète sur les droits des États membres et des régions en niant le principe de la subsidiarité et en dépassant le cadre des compétences européennes.

C'est la raison pour laquelle nous proposons de remplacer les fonds structurels et le Fonds de cohésion par un fonds de solidarité qui permettra de venir en aide aux États qui en ont le plus besoin sans leur imposer de conditions. Quant aux interventions que les fonds structurels accordent aux pays plus prospères, ceux-ci devraient être capables de les assumer eux-mêmes.

- n) Dans le même ordre d'idées, le financement de l'Union devra être revu en tenant compte de la richesse économique des États membres (le PIB exprimé en termes de parité de pouvoir d'achat).

4. La répartition des compétences en domaines d'intervention

Dans la ligne de ce qui précède, nous avons analysé les différents domaines d'intervention couverts par les traités européens. Nous avons synthétisé nos propositions dans notre document « *Reform der einzelnen Politikbereiche* » (la réforme des domaines d'intervention européens).

5. Les réformes institutionnelles

Il ne suffit pas de délimiter clairement les compétences de l'Union européenne. Il faut aussi que leur exercice soit, aux yeux des citoyens, transparent et vérifiable et qu'il s'appuie sur une légitimité démocratique. Il faut en outre mettre en place des procédures propres à garantir l'organisation adéquate de ces compétences. Nous préconisons également les réformes institutionnelles ci-après.

- a) Dès lors que certaines compétences sont communautarisées, les procédures de décision européennes doivent être lisibles et leurs responsabilités politiques doivent être claires. Il faudra instaurer des contrôles réciproques et un équilibre des pouvoirs entre les institutions communautaires.
- b) L'adoption de la législation et du budget de l'UE devrait relever de la responsabilité commune du Parlement européen et du Conseil. Au PE, les députés devraient représenter approximativement le même nombre de citoyens, mais un mécanisme devrait prévoir un seuil minimal de représentation des petits pays.
- c) Le droit d'initiative législative devrait appartenir, quant à lui, au Parlement, au Conseil et à la Commission.
- d) La Commission devrait incarner le pouvoir exécutif et sa responsabilité politique. Son président doit être élu par le Parlement et recevoir l'aval du Conseil, tandis que l'équipe de commissaires qu'il constituera devra être approuvée par le Parlement et le Conseil. Pour que la Commission conserve sa capacité d'action, sa composition devra être limitée.
- e) Dans les domaines de compétence de l'UE, le Conseil devrait adopter les décisions qui lui incombent à la majorité simple, mais assortie d'un système de pondération des voix.

En revanche, il devrait s'exprimer à l'unanimité sur les décisions qui relèvent des dispositions générales (par exemple l'article 308 du traité CE) ou qui ont trait aux ressources propres de l'Union.

- f) L'unanimité du Conseil (en tant que conseil exécutif) doit également être requise dans les matières qui relèvent de la coopération intergouvernementale. Dans ce cas, la Commission fera office de secrétariat du Conseil. Avec le Parlement, qui devra jouir d'un droit d'information, elle devra avoir le droit d'initiative législative.
- g) Lorsqu'il agit en qualité de législateur (conseil législatif), le Conseil doit assurer la publicité de ses réunions et sa composition doit rester fixe.
- h) En tant que « maîtres des traités », les États membres seront les seuls responsables des modifications de ces textes qui nécessitent leur ratification. Les traités d'adhésion devront, eux, être entérinés par le Parlement européen.
- i) Un « tribunal juridictionnel », où devraient notamment siéger des juges issus des tribunaux constitutionnels des États membres, devra être installé au sein de la Cour européenne de justice pour trancher les conflits de compétences entre l'Union et les États membres.
- j) La coordination des décisions européennes entre les gouvernements et les parlements nationaux doit rester du ressort des législations nationales.

6. Le traité constitutionnel

Toutes les dispositions fondamentales de l'Union européenne, en particulier celles sur la répartition des pouvoirs entre elle et les États membres, sur sa structure financière, sur ses institutions et leurs procédures, devront être réunies dans un traité constitutionnel (un traité de base), qui devra aussi inclure la charte des droits fondamentaux.

Le préambule de ce traité devra énoncer les fondements, les objectifs et les valeurs qui sous-tendent le processus d'unification européenne.

Enfin, les dispositions actuelles des traités qui, en raison de leur technicité, ne font pas partie du droit constitutionnel européen, devront relever simplement de la législation ordinaire (droit subsidiaire).

La réforme des domaines d'intervention européens

Sur la base des ambitions et des critères énoncés ci-avant, la CDU et la CSU présentent les réformes qu'elles voudraient voir apporter aux attributions de l'Union européenne dans ses différents domaines d'intervention.

LA POLITIQUE DE L'EMPLOI

Bien que les attributions de l'Union européenne en matière d'emploi soient limitées à un rôle de soutien et de complément, elle fixe de plus en plus des objectifs spécifiques aux États membres. Si ceux-ci ont effectivement besoin d'intensifier leurs échanges d'expériences et d'informations afin d'améliorer leur situation en la matière et de renforcer leurs économies face à la concurrence mondiale, l'Union ne doit pas pour autant fixer des objectifs de sa propre initiative, au risque d'estomper les responsabilités des gouvernements et des partenaires sociaux et de fausser la concurrence quant à la meilleure politique à adopter. L'harmonisation des actions européennes dans ce domaine bloquerait l'élan compétitif insufflé par le marché unique.

Nos revendications

La clarification des compétences des États membres en matière d'emploi.

La limitation des compétences de l'Union européenne aux aspects suivants:

- l'amélioration des échanges d'expériences et d'informations, plus particulièrement en ce qui concerne les méthodes fiables et éprouvées, la réalisation d'analyses comparatives et de rapports d'experts et la promotion d'approches novatrices;
- l'instauration de meilleures conditions-cadres macroéconomiques (dans les limites des attributions de l'UE dans d'autres domaines), via des mesures telles que l'aménagement de la législation du marché intérieur dans un sens plus favorable à l'emploi, la libéralisation du commerce extérieur, l'aide à la stabilisation de l'euro et la refonte du droit européen des sociétés.

La rationalisation des lignes directrices pour l'emploi (article 128 du traité CE).

La restriction de la « stratégie européenne pour l'emploi » à ses éléments essentiels.

La suppression des lignes directrices trop précises, notamment celles qui fixent des objectifs quantitatifs.

L'allongement du délai entre la promulgation des lignes directrices et leur concrétisation dans les plans nationaux pour l'emploi des États membres (il est actuellement d'un an).

La suppression des objectifs généraux (articles 125 et 126, paragraphe 2 du traité CE).

LE MARCHE INTERIEUR

Les compétences de l'Union européenne dans le domaine de la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux constituent un pilier essentiel de la construction européenne. L'existence d'un marché commun ouvert à la fois sur l'extérieur et sur l'intérieur nourrit la croissance économique, crée des emplois, renforce la compétitivité économique des entreprises et permet de comprimer les prix à la consommation. Cependant, sur le plan pratique, le caractère général des dispositions sur le marché intérieur (articles 94 et 95 du traité CE) recouvre souvent d'autres domaines, de sorte que l'UE finit par imposer des critères dans des domaines qui ne sont pas essentiels à la réalisation du marché unique, à tel point que celui-ci sert de prétexte à la réglementation de secteurs pour lesquels l'Union n'est pas compétente.

Nos revendications

Le remplacement des dispositions générales relatives au marché intérieur par des autorisations distinctes et précises relatives aux quatre libertés du marché intérieur, par exemple:

- l'instauration de bases juridiques dans certains domaines d'une importance typiquement transfrontalière (commerce électronique, protection des consommateurs, droit des sociétés, en particulier des sociétés de capitaux, protection juridique communautaire – brevets, dessins et modèles, droit d'obtention végétale, droit d'auteur, etc.);
- la création d'une compétence communautaire dans le domaine du rapprochement des normes techniques;
- si nécessaire, l'instauration d'une base juridique en vue de la création d'instituts juridiques européens spécialisés dans le marché intérieur, ce qui permettrait de ne rien modifier au droit des États membres et de mettre en place un cadre pour les enjeux de portée communautaire, par exemple le brevet européen;
- la création d'une compétence communautaire pour la libéralisation de certains secteurs publics européens (télécommunications, énergie, services postaux, etc.); le maintien, dans le chef des États membres, de la compétence organisationnelle; les compétences communautaires devraient uniquement s'appliquer lorsqu'elles sont un complément indispensable à la décision de libéralisation et la seule manière d'éviter des distorsions de la concurrence;
- l'examen de la nécessité de mettre en place de nouvelles bases juridiques communautaires pour l'harmonisation de certaines branches du droit civil (comme le droit commercial et le droit des contrats), afin d'empêcher la fragmentation du droit par des règlements communautaires ponctuels inspirés jusqu'ici par les dispositions générales sur le marché intérieur, et, si nécessaire, en permettant aux personnes physiques et morales de choisir le droit applicable auxdits règlements.

À défaut du remplacement des dispositions générales, les compétences communautaires dans ce domaine devraient au moins être clarifiées via plusieurs amendements au traité:

- la limitation du champ d'application des articles 94 et 95 aux mesures axées essentiellement et directement sur la réalisation ou l'achèvement du marché intérieur;
- le remplacement des dispositions générales par les autorisations distinctes évoquées ci-dessus;
- la création d'une clause conflictuelle afin d'éviter le recours aux dispositions générales lorsqu'une proposition alternative empiète sur le champ d'une autorisation intervention spécifique (auquel cas celle-ci doit primer).

LA RECHERCHE

L'aide communautaire en faveur de la recherche vise actuellement à renforcer les bases scientifiques et technologiques et à améliorer la compétitivité des entreprises. En ce qui concerne la recherche de haut niveau, les moyens des États membres sont parfois sursollicités, de sorte qu'il ne serait pas inutile de regrouper certaines activités. Les échanges d'expériences et d'informations entre les États membres peuvent contribuer à soutenir leurs efforts de recherche et leur développement technologique et à consolider la compétitivité de l'Union européenne sur la scène internationale. Il serait également opportun de s'interroger sur l'utilisation de la recherche en appui des objectifs communautaires. Par exemple, le recours à la politique de recherche aux fins de la cohésion risque de s'effectuer au détriment de l'aide à des projets de qualité supérieure ou de la création d'une valeur ajoutée européenne. Il ne faut pas oublier non plus que les objectifs de la recherche sont aussi l'expression d'options politiques diverses choisies par les États membres (recherche génétique, recherche nucléaire, etc.). Les objectifs centralisés de l'Union ne devraient donc pas entraver la responsabilité politique des États en matière de décision et de financement de leurs propres politiques de recherche.

Nos revendications

La limitation des interventions de l'UE dans la politique de recherche à l'octroi d'aides financières aux recherches coûteuses que les États membres ne sont plus en mesure d'assumer séparément, et dans les domaines qui présentent un potentiel de valeur ajoutée européenne, en complément aux efforts des États. Dans tous les autres cas, il faut en revenir à la coopération internationale sur une base intergouvernementale.

La mise en place de mécanismes destinés à empêcher l'UE de s'appropriier des compétences réglementaires dans différents secteurs d'intervention via sa politique de recherche.

L'affirmation que les États membres sont les seuls dépositaires des compétences de décision, d'organisation et de financement de leurs politiques de recherche.

La suppression des objectifs ou des lignes directrices de l'UE dans le domaine de la recherche, en particulier celle des objectifs quantitatifs et de ses droits de supervision et de contrôle. La limitation de l'« espace européen de la recherche » dans le cadre de la « méthode ouverte de coordination » à l'échange d'informations et d'expériences.

L'élargissement de la marge de manœuvre des États membres en ce qui concerne l'octroi de capitaux à risque aux entreprises désireuses de développer des produits innovateurs et de haute qualité technologique.

La suppression de l'objectif général énoncé à l'article 163 du traité CE et l'inclusion des éléments concrets indispensables de cet article dans les compétences communautaires en matière de recherche (par exemple l'article 164).

LE TOURISME

Bien qu'elle n'ait pas reçu de compétences en matière de politique touristique, la Commission européenne tente d'utiliser les pouvoirs dont elle dispose dans d'autres secteurs pour imposer des règles dans ce domaine. Le tourisme est un enjeu essentiellement régional, qui ne nécessite pas de coordination ni de réglementation au niveau européen.

Nos revendications

L'affirmation claire que l'Union n'est pas habilitée à réglementer la politique du tourisme, via:

- la suppression de la référence au tourisme dans l'article 3, alinéa u) du traité CE;
- la suppression de l'article 308 de ce traité.

LA POLITIQUE DE LA SANTE

L'Union européenne peut compléter la politique des États membres en matière de santé publique et promouvoir la coopération entre eux afin d'améliorer la prévention. En encourageant les échanges d'informations et d'expériences entre les États, elle peut soutenir les efforts de lutte contre les risques sanitaires qu'ils ne peuvent mener isolément. Elle a également un rôle à jouer dans l'amélioration de leurs infrastructures.

Cependant, les États membres appliquent chacun une politique sanitaire adaptée à leur situation propre. L'harmonisation de ces politiques tiendrait trop peu compte de leur diversité et réduirait la marge de manœuvre des États membres en ce qui concerne le financement de leurs normes et de leurs systèmes de santé publique. La centralisation de la politique de santé générerait la mise en œuvre des réformes structurelles dont de nombreux pays ont besoin, car elle éliminerait l'émulation indispensable entre leurs systèmes.

Nos revendications

La limitation des compétences de l'UE en ce qui concerne les mesures de promotion de la politique sanitaire (article 152, alinéa c) du traité CE) à l'échange d'informations et d'expériences.

La suppression des lignes directrices et des objectifs communautaires, en particulier des objectifs quantitatifs (comme les normes minimales en matière d'assurance maladie) et celle du droit de supervision et de contrôle de l'UE dans le domaine de la protection de la santé.

L'affirmation claire de la compétence exclusive des États membres pour l'organisation, le financement et les prestations de leurs systèmes de santé publique.

LA POLITIQUE INTERIEURE

La politique en matière d'asile, de visas, de réfugiés et d'immigration

La suppression des frontières intérieures de l'Union européenne a rendu capitale l'adoption d'une approche communautaire de certains aspects de la politique en matière d'asile, de visas, de réfugiés et d'immigration.

Les demandeurs d'asile, les réfugiés et les ressortissants des pays tiers qui arrivent sur le territoire de l'UE pour une période limitée devraient bénéficier des mêmes conditions d'accueil, de séjour et de fin de séjour dans l'ensemble des États membres. La mise en place d'une procédure d'expulsion uniforme des immigrés clandestins et des autres personnes en séjour illégal sur le territoire de l'Union devrait contribuer à éviter l'exploitation abusive de l'absence de frontières intérieures. L'approche communautaire devrait également réduire la pression de l'immigration et en répartir plus équitablement les flux en Europe.

Cependant, les règlements européens risquent de provoquer une immigration incontrôlée ou d'accroître les migrations intérieures, par exemple en étendant le regroupement familial des ressortissants de pays tiers aux enfants plus âgés et aux parents bien au-delà de la famille nucléaire, avec pour conséquence une aggravation des problèmes d'immigration et une menace pour l'harmonie sociale. Les règlements de l'UE dans ces matières ont aussi des répercussions profondes sur le marché de l'emploi, les systèmes de protection sociale et l'éducation, autant de domaines qui appartiennent aux compétences des États membres mais où ceux-ci sont mis devant une politique du fait accompli.

Nos revendications

La création d'une nouvelle aire de compétences communautaires pour permettre à l'Union de prendre des mesures destinées à équilibrer le fardeau de l'immigration (« promouvoir l'équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir les réfugiés [...] et supporter les conséquences financières de cet accueil »: l'article 63, paragraphe 2, alinéa b) du traité CE ne va pas suffisamment loin).

L'affirmation claire que l'UE n'est pas compétente pour réglementer des demandeurs d'asile, des réfugiés et des immigrés au marché de l'emploi.

La rétrocession aux États membres des compétences actuelles de l'UE en matière d'immigration, dans la mesure nécessaire à la préservation du droit des États à déterminer eux-mêmes le nombre d'immigrants qu'ils acceptent et l'étendue du regroupement familial. Cette rétrocession doit notamment viser les compétences relatives aux conditions d'entrée et de séjour et aux normes concernant les procédures de délivrance de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial (article 63, paragraphe 3, alinéa a) du traité CE).

LA COOPERATION POLICIERE

Face à la criminalité transfrontalière et à la criminalité organisée en Europe, les instances responsables de la sécurité doivent resserrer leur collaboration et renforcer leur confiance réciproque. Dans l'état actuel de la situation, Europol est l'intermédiaire approprié.

Il n'est pas absolument nécessaire qu'Europol dispose dès à présent de pouvoirs d'enquête et de pouvoirs d'exécution propres. Les missions et les compétences de police doivent rester du ressort des États membres, car ils disposent de la connaissance indispensable des situations locales et régionales. Il n'existe pas non plus de nécessité absolue de créer une autorité policière d'enquête centralisée au niveau européen pour remplacer les mécanismes de coopération entre les forces nationales de police.

Nos revendications

Il n'est pas nécessaire de modifier la répartition actuelle des compétences de l'Union européenne en matière de coopération policière.

LA POLITIQUE DE LA JUSTICE

L'Union européenne dispose de quelques compétences isolées en matière de justice, relatives notamment à la coopération dans les affaires civiles transfrontalières et à certains aspects du droit des sociétés et de la protection des consommateurs. Pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur dans d'autres aspects du droit civil qui débordent le cadre national, comme le commerce électronique et certaines facettes du droit des sociétés, il peut être envisageable d'instaurer des normes communautaires minimales.

En outre, toujours dans le souci d'optimiser le fonctionnement du marché unique, plus particulièrement pour empêcher le morcellement des compétences juridictionnelles entre des réglementations communautaires et nationales différentes, il peut aussi être envisageable de céder certains pans du droit civil au niveau européen.

D'une manière générale, dans une Union de plus en plus étroite, il est fondamental de disposer de mécanismes communautaires d'entraide judiciaire dans les domaines du droit civil et du droit pénal qui revêtent une dimension transfrontalière.

En matière pénale, les réglementations européennes affectent la souveraineté des États membres et les dispositions fondamentales de leur politique judiciaire, en particulier en ce qui concerne le trafic et la détention de stupéfiants ou les cas punissables d'interruption de grossesse et d'euthanasie active. Il s'agit là de domaines propres aux cultures juridiques nationales. Dès lors, les mesures réglementaires de l'UE dans ces matières doivent être limitées aux situations qui présentent réellement une envergure communautaire.

Nos revendications

La création, dans le domaine du droit civil, et afin d'optimiser le fonctionnement du marché intérieur, de bases de données communautaires dans les matières qui ont une dimension typiquement transfrontalière: le commerce électronique, la protection des consommateurs, le droit

des sociétés, le droit de la propriété industrielle (marques, dessins et modèles, droit d'auteur) (voir le chapitre relatif au marché intérieur pour ce qui est de la suppression ou de la spécification de certaines dispositions relatives au marché unique).

L'examen de la possibilité d'harmoniser certains aspects du droit civil qui ont une importance typiquement transfrontalière (comme le droit commercial ou le droit des contrats, mais à l'exclusion du droit familial et du droit successoral) afin d'éviter le morcellement des compétences juridictionnelles en raison de la coexistence de dispositions nationales et communautaires (alternativement, on peut envisager la mise en place d'un droit civil communautaire qui permettrait aux parties à un contrat d'opter pour une compétence juridictionnelle autre que le droit national).

La clarification des compétences de l'UE relatives à la promulgation d'instruments juridiques de lutte contre la fraude au détriment des intérêts communautaires, et à la protection des aspects juridiques qui affectent exclusivement l'Union européenne (par exemple la fraude électorale aux élections européennes).

L'affirmation que les compétences pénales communautaires qui dépassent la coopération judiciaire en la matière se rattachent uniquement au troisième pilier et sont soumises exclusivement aux critères énoncés par l'article 31, alinéa e) du traité UE (les délits graves cités dans cet article qui ont une dimension communautaire). En revanche, l'Union pourrait être investie d'un rôle de coordination des enquêtes nationales.

L'ajout d'une précision, dans l'article 47 du traité CE, affirmant que les dispositions communautaires ne peuvent avoir pour effet d'harmoniser les formations juridiques.

Le transfert des compétences communautaires relatives à l'entraide judiciaire en matière pénale au premier pilier (elles relèvent actuellement du troisième pilier – voir l'article 31, alinéas a) à d) du traité UE).

LA POLITIQUE SOCIALE

Le droit du travail

L'Union européenne dispose de compétences réglementaires en matière de droit du travail qui sont destinées à promouvoir la libre circulation des personnes en uniformisant certains aspects de la protection du travail dans les États membres. Cependant, l'excès de réglementation nuit à la compétitivité des États plus faibles et introduit une flexibilité inappropriée en apportant des réponses différentes à des situations différentes.

Nos revendications

La limitation de la réglementation européenne à des normes minimales, et uniquement dans les domaines qui revêtent une importance significative pour la protection des travailleurs (par exemple la sécurité au travail).

Le droit social

Les règlements communautaires sont nécessaires pour garantir la liberté de circulation et la mobilité. Ils doivent être complétés par des normes minimales pour maintenir la cohésion sociale. Cependant, la politique sociale européenne doit être adaptée à la diversité des régimes de protection sociale et des situations que connaissent les États membres. Elle est un élément essentiel de la compétitivité et, dans une union économique et monétaire, elle est une des dernières soupapes de sécurité pour compenser les variations de potentiel économique des États. En outre, les normes européennes ne peuvent empiéter sur les compétences de financement des normes sociales nationales par les États membres.

Nos revendications

La limitation des interventions communautaires à la coordination des règles visant à garantir la liberté de circulation et la mobilité et à stimuler les échanges d'informations et d'expériences ainsi que l'évaluation de celles-ci.

La suppression des lignes directrices et des objectifs communautaires, en particulier des objectifs quantitatifs, et celle du droit de supervision et de contrôle de l'Union en matière de protection sociale.

L'affirmation de la responsabilité exclusive des États membres pour l'organisation, le financement et la mise en place de la protection sociale, plus particulièrement dans les domaines de l'assurance maladie, de l'assurance retraite, de l'assurance accidents, de l'assurance chômage et de l'assurance dépendance.

L'affirmation de la responsabilité exclusive des États membres dans les domaines de la politique de la jeunesse (notamment le travail social parmi les jeunes et la protection des mineurs d'âge), de la politique de la famille (en particulier les aides financières aux familles et les infrastructures d'accueil des enfants) et de la politique du troisième âge.

Le remplacement de la clause générale de non-discrimination (article 13 du traité CE) par une clause générale d'égalité de traitement.

L'affirmation de la compétence des États membres dans la réglementation de l'accès à leur marché de l'emploi pour les ressortissants de pays tiers en séjour légal sur le territoire de l'Union.

LA POLITIQUE FISCALE

L'autonomie fiscale de l'Union européenne

Le financement de l'Union européenne est essentiellement couvert par les contributions des États membres au budget communautaire (les « ressources propres »). L'Union ne dispose pas de l'autonomie fiscale et n'a donc pas la responsabilité politique de fixer ses recettes.

L'instauration d'un impôt européen pourrait améliorer la transparence des ressources propres de l'UE et rendre le Parlement européen responsable de la détermination de ces recettes.

Toutefois, la levée de l'impôt est un élément fondamental de la souveraineté nationale. Le transfert (même partiel) de cette compétence à l'UE réduirait considérablement la marge de manœuvre fiscale des États membres. En outre, un impôt européen affaiblirait la discipline budgétaire au niveau de l'UE et ne ferait qu'alourdir la pression fiscale qui pèse sur les citoyens.

Nos revendications

Le rejet de toute proposition visant à instaurer un impôt européen spécifique.

L'harmonisation de la fiscalité des États membres

La concurrence fiscale exerce une pression à la baisse sur les taux d'imposition excessifs et oblige les États à utiliser leurs moyens financiers plus efficacement, notamment en réduisant leurs subventions et en se concentrant sur leurs missions principales. L'harmonisation de la fiscalité des États membres risquerait de provoquer un accroissement des charges fiscales et, partant, d'affaiblir la compétitivité de l'Union.

Toutefois, cette harmonisation peut se justifier si elle contribue à la réalisation des libertés fondamentales et à l'aplanissement des distorsions de la concurrence fiscale.

Nos revendications

La limitation de l'harmonisation fiscale aux aspects qui la rendent indispensable à l'achèvement du marché unique, sans porter atteinte au droit des États membres de fixer la nature et le montant de leurs impôts.

L'affirmation, dans les dispositifs communautaires de contrôle des aides d'État (articles 87 et suivants du traité CE), de l'incompatibilité des pratiques déloyales d'imposition (par exemple l'exonération sélective de certaines entreprises ou de certains secteurs) avec le droit de la concurrence. Au besoin, on pourrait envisager la création d'une base juridique d'évaluation des aides fiscales.

L'instauration d'une base juridique en vue de l'harmonisation de l'impôt sur les revenus du capital dans les États membres.

L'harmonisation de la fiscalité écologique des États membres, dans la mesure où elle sert l'objectif de la protection transfrontalière de l'environnement ou dans la mesure où les actions communautaires sont essentielles à la réalisation d'une politique environnementale européenne.

LA POLITIQUE REGIONALE ET STRUCTURELLE

La politique structurelle et régionale de l'Union européenne est l'expression de la solidarité entre les États membres prospères et ceux qui le sont moins. Elle évite les disparités excessives entre les régions, notamment en réduisant les retards concurrentiels des pays moins performants sur le marché intérieur.

Cependant, la politique structurelle de l'Union européenne a un urgent besoin d'être réformée. En effet, les interactions entre les mécanismes de répartition des aides européennes et les problèmes liés à l'influence politique de la Commission et du Parlement européen, la volonté des États membres de conserver les aides dont ils bénéficient et les pressions exercées en vue d'utiliser les instruments de politique régionale pour redistribuer les apports émanant des pays les plus riches ont rendu la situation intenable. Les justifications précises que l'Union exige pour l'affectation des aides entravent de plus en plus les politiques régionales des États membres. En outre, la fixation d'objectifs de financement pour l'ensemble de l'UE est inefficace, car ce sont les États membres et les régions qui sont les mieux à même de déterminer le mode d'utilisation des aides financières et leur calendrier d'affectation en fonction de leurs propres besoins. À cela s'ajoute le fait que le système actuel ne permet pas une utilisation rentable des recettes fiscales: la majeure partie de l'argent redistribué à l'intérieur de l'Union européenne retourne aux États qui l'ont apporté. Il s'agit d'un système à haut risque d'erreur parce qu'il implique une abondance de réglementations et de formalités administratives. Il sera inadapté à l'Union élargie. D'ailleurs, après l'élargissement, la politique actuelle ne pourra être maintenue sans un accroissement substantiel des contributions des États membres.

Nos revendications

La réforme de la politique structurelle européenne en transformant le système actuel en une sorte de « fonds de solidarité », qui prévoirait:

- des transferts forfaitaires de l'Union en faveur des États membres qui en ont le plus besoin (c'est-à-dire qui se situent sous la moyenne communautaire);
- la liberté d'affectation des fonds pour les États membres, moyennant le respect de quelques critères communautaires seulement, relatifs aux projets d'investissements destinés à valoriser le potentiel et les capacités locales ainsi qu'à l'affectation des fonds aux régions les moins favorisées des pays bénéficiaires;
- la suppression de l'obligation de cofinancement;
- la prise en charge par les ressources propres des États membres les plus prospères des mesures qui ont jusqu'ici été financées via les fonds structurels de l'Union européenne.

Le maintien des initiatives communautaires pour les problèmes structurels qui nécessitent une prise en charge au niveau communautaire.

LES RESEAUX TRANSEUROPEENS (TEN)

La contribution de l'Union européenne au développement d'infrastructures dans les domaines du transport, des télécommunications et de l'énergie a pour but de consolider le marché intérieur, et plus particulièrement l'offre transfrontalière de services libéralisés. Les États membres seuls ne sont pas en mesure de prendre en charge la mise en commun et l'interopérabilité des TEN. En outre, la participation financière de l'UE aux projets de transport se justifie dès lors que ces projets servent l'intérêt communautaire et que leur exploitation transfrontalière rend cette participation logique.

Cependant, l'affectation de ces moyens doit être destinée à faciliter réellement la circulation des personnes et des marchandises, sans être déterminée par des impératifs de cohésion.

Nos revendications

L'examen de l'opportunité d'étoffer les compétences de l'Union européenne dans le but de consolider et d'étendre les marchés libéralisés de l'énergie en Europe, notamment en supprimant les obstacles nationaux à l'aménagement des réseaux transfrontaliers (par exemple en empêchant l'application de mesures nationales divergentes dans les procédures d'expropriation).

La suppression des objectifs précis imposés aux TEN, plus particulièrement l'objectif de cohésion (article 154, paragraphe 1 du traité CE), et celle de la possibilité de financer ces réseaux via le Fonds de cohésion. Les mesures d'aide de l'UE en faveur des infrastructures de télécommunications dans les régions en retard de développement relèvent de la politique régionale. Dès lors, dans le souci d'une délimitation claire des compétences, ce volet devrait être soustrait aux TEN, qui constituent une mission communautaire.

LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Les compétences actuelles de l'Union européenne lui permettent de fixer des objectifs dans toutes les facettes de la politique environnementale (protection de la nature, protection des eaux et des voies navigables, lutte contre l'effet de serre, pollution atmosphérique, pollution industrielle, génie génétique, etc.). Les secteurs qui relèvent de la compétence communautaire et ceux qui relèvent de la compétence des États membres ne sont pas suffisamment délimités.

Les mesures européennes se justifient lorsque la défense de l'environnement ne peut pas être assurée par l'action isolée, bilatérale ou multilatérale des États membres, car la pollution ne connaît pas de frontières.

Il importe néanmoins d'examiner au cas par cas l'opportunité de normes communautaires en fonction de l'intérêt de la protection de l'environnement. La simple prévention d'éventuelles distorsions de concurrence ne suffit pas justifier l'application de compétences européennes. En effet, leur application dans des domaines où l'action communautaire n'est pas réellement indispensable affaiblit le sens des responsabilités des élus locaux et leur devoir de contrôle démocratique.

Nos revendications

Le rôle de l'Union européenne en matière de protection de l'environnement devrait se concentrer sur les éléments suivants:

- les problèmes qui ont un impact communautaire ou transfrontalier, comme les normes européennes en matière de pollution atmosphérique;
- l'uniformisation des règlements européens qui contribuent réellement à améliorer la qualité de l'environnement;
- les normes communautaires indispensables à la protection de l'environnement.

En revanche, la plupart des normes de procédure en la matière devraient être du ressort des États membres, car les dispositions européennes sont souvent en contradiction avec le principe de subsidiarité et qu'elles sont rarement compatibles avec les structures juridiques et administratives nationales. Cela ne doit affecter en rien la promulgation de réglementations-cadres fixant des procédures lorsque celles-ci sont nécessaires au respect et à la mise en œuvre du droit européen de l'environnement.

L'instauration d'un mécanisme empêchant l'Union de recourir aux dispositions communautaires en matière d'environnement pour imposer des objectifs relatifs à la fiscalité, au choix des sources d'énergie, à la politique d'aménagement du territoire ou à la gestion quantitative des ressources en eau.

La mise en place d'un mécanisme qui empêche l'Union de réglementer l'application du droit de l'environnement par les États membres.

LA SANTE ET LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

La réglementation de la santé et de la protection des consommateurs au niveau communautaire permet de garantir un haut degré de sécurité alimentaire. La nécessité de normes européennes ambitieuses se justifie par l'impossibilité de contrôler à 100 % l'origine et la qualité des denrées et de leurs divers ingrédients.

Les mesures relatives à la protection des consommateurs servent à la fois à protéger leurs intérêts et à renforcer la concurrence des produits dans la Communauté. Toutefois, l'harmonisation de ces mesures ne peut faire abstraction de la réalité de terrain, par exemple des traditions de production.

L'instauration de droits de contrôle communautaires sur la politique sanitaire des États membres doit être entreprise avec prudence, car ils risquent de porter atteinte au principe fondamental qui veut que la mise en œuvre de cette politique incombe avant tout aux gouvernements nationaux. En outre, ces droits de contrôle risquent de révéler des déficiences administratives dans les États, mais sans pouvoir y remédier. Enfin, dans les cas exceptionnels où des mesures administratives de la part de l'Union s'imposent, il importe de vérifier si le niveau inadéquat de protection juridique contre les mesures d'application et les sanctions communautaires ne peut pas être amélioré par une réforme de la procédure d'infraction au traité ou par la mise en place d'une procédure d'arbitrage en amont.

Nos revendications

La limitation des pouvoirs d'action de l'Union européenne dans le domaine de la santé et de la protection des consommateurs pour tous les produits et services commerciaux et agricoles relevant des échanges intracommunautaires; le recentrage de la politique en la matière sur la législation alimentaire et, en corollaire, sur la nourriture pour animaux, la législation vétérinaire et la protection phytosanitaire.

L'instauration de mécanismes garantissant le maintien, dans le chef des États membres, de la compétence de mise en œuvre du droit communautaire en matière de protection des consommateurs, conformément au principe qui implique le recours aux instances en place avant d'en créer de nouvelles. De même, l'information des consommateurs doit rester du ressort des États membres.

Le remplacement de l'article 153, paragraphe 2 du traité CE dans le cadre de l'extension des autorisations communautaires aux aspects relatifs à la protection des consommateurs.

LA POLITIQUE DES TRANSPORTS

L'exploitation transfrontalière des moyens de transport et l'internationalisation des services proposés par les transporteurs nécessitent l'harmonisation des normes techniques, des accès aux réseaux et des procédures d'autorisation. La création d'un marché commun des transports parallèlement à la standardisation des conditions de concurrence permettra de rehausser l'efficacité du système de transport. La libéralisation de l'offre de services (en particulier le cabotage) améliorera la qualité de ces derniers et en diminuera le coût, le volume des trajets et la pollution de l'environnement.

Cependant, il importe de rappeler que les États membres ont la mission d'assurer des services de transport public. En ce qui concerne la sécurité routière, ils doivent rester compétents pour déterminer, sur la base de leur propre situation, les règles nécessaires pour garantir cette sécurité et pour fixer les sanctions en cas d'infractions.

Nos revendications

La précision des objectifs communautaires généraux en matière de politique des transports.

La limitation des compétences communautaires dans les domaines allant de la sécurité routière aux dispositions techniques (par exemple en ce qui concerne le code de la route).

La clarification des compétences nationales dans l'organisation des transports publics.

LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

La législation antitrust

La législation communautaire antitrust garantit la loyauté de la concurrence et la sécurité juridique dans l'Union européenne et sur la scène mondiale. Cependant, dans les affaires purement nationales, elle risque de saper les législations des États membres en la matière et d'influer négativement sur leurs orientations et leurs traditions dans le domaine de la concurrence.

En outre, l'étendue du champ d'application de la législation communautaire antitrust crée une insécurité juridique latente pour les entreprises, qui risquent de voir certains contrats invalidés si la Commission instaure le système d'« exception juridique » qu'elle propose.

Enfin, il faut rappeler que la Commission ne dispose pas de suffisamment de moyens administratifs pour assumer la charge de travail que représentent les affaires relevant du droit communautaire.

Nos revendications

La création d'une autorité de surveillance antitrust au niveau européen et l'instauration d'une distinction entre la compétence législative des États membres et celle de la fonction de surveillance.

La limitation de la législation antitrust européenne aux (grandes) affaires transfrontalières.

La mise en place d'un système obligatoire pour la notification préalable et l'autorisation des accords restrictifs de la concurrence.

La législation sur les aides d'État

L'objectif de la législation européenne sur les aides d'État mérite d'être souligné, car il vise à garantir la loyauté de la concurrence au sein de l'UE en empêchant les distorsions que pourraient provoquer les aides d'État. En outre, les entreprises jouiraient d'une meilleure sécurité juridique si les finalités du droit primaire dans les domaines à dimension européenne étaient affinées.

Cependant, la législation européenne sur les aides d'État ne doit pas affecter outre mesure la capacité des États membres et des régions à mener une politique régionale autonome. Ils doivent conserver la possibilité de combler leurs disparités régionales (à mesurer par rapport à la moyenne nationale et non à la moyenne communautaire).

Les aides d'État devraient également être autorisées dans le secteur des services publics, à condition qu'elles servent l'intérêt général.

Nos revendications

La clarification de la notion d'aide d'État, par exemple:

- les aides d'État doivent être interdites si elles perturbent significativement la concurrence et le commerce dans l'Union européenne;
- les aides générales à l'implantation d'entreprises¹ doivent être assimilées à des aides d'État dès lors qu'elles bénéficient non pas à une entreprise en particulier, mais à toute entreprise dans la même situation de concurrence (par exemple des avantages fiscaux non discriminatoires en faveur de la relocalisation d'entreprises).

L'introduction, dans le droit des contrats, d'une marge de manœuvre devant permettre aux États et aux régions de mener une politique régionale plus autonome en vue de combler les écarts entre les régions et de résoudre les problèmes spécifiques à celles-ci (régions frontalières, entreprises menacées, régions en reconversion industrielle, etc.).

La décision des orientations de la législation sur les aides d'État dans le cadre obligatoire des procédures législatives de l'UE, et non facultativement, comme le prévoit actuellement l'article 89 du traité CE.

¹ Mais pas les aides à l'investissement

En ce qui concerne les services publics:

- la clarification de l'admissibilité des aides d'État pour compenser les charges supplémentaires que doivent supporter les entreprises qui fournissent un service économique d'intérêt général;
- la garantie que les règlements sur les aides d'État ne s'appliquent pas aux activités « non marchandes »;
- la garantie que les services publics, tels qu'ils sont définis par les États membres, et les moyens qu'ils utilisent pour s'acquitter de leurs missions sont uniquement contrôlés pour vérifier l'absence d'abus.

LES RELATIONS INTERNATIONALES (LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE COMMUNE)

L'Europe doit relever des défis colossaux dans le domaine des relations internationales (la mondialisation, le terrorisme, la sécurité géopolitique, etc.). La répartition des compétences dans ce contexte doit s'effectuer en partant du principe que ce domaine de la politique européenne est susceptible de se développer beaucoup plus activement que la plupart des autres.

Il est donc vital pour l'Union européenne, les États membres, les entreprises et la population en général que l'Europe se montre résolue et forte vis-à-vis de l'extérieur, à l'image de son statut de puissance économique. Cette attitude est tout aussi importante pour le développement de son identité propre. Les compétences doivent donc être réparties au niveau européen de manière à renforcer la capacité de l'Europe à s'affirmer dans le cadre des systèmes d'alliances existants.

Cela dit, les États membres ne sont guère enclins à renoncer à leur souveraineté dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité. Tout porte à croire que la coopération intergouvernementale continuera de jouer un rôle important pendant une période transitoire.

Nos revendications

Les aspects suivants devraient relever de la compétence de l'Union européenne:

- le commerce extérieur (en ce compris les services et la propriété intellectuelle), les aspects extérieurs du marché unique et certains enjeux soigneusement circonscrits de la mondialisation;
- la politique monétaire internationale et la représentation extérieure de la zone euro;
- la politique militaire, la politique spatiale civile et la politique en matière d'armements (dans le cadre de la politique du marché intérieur ou de la politique industrielle), avec une politique commune d'achat (une agence européenne de l'armement);
- la représentation extérieure de l'Union dans les pays tiers et les organisations et les conférences internationales, dans les dossiers pour lesquels l'UE est exclusivement compétente;
- les accords avec les pays tiers et les organisations internationales, dans le respect de la répartition des compétences entre l'UE et les États membres; les accords d'association et la politique de bon voisinage.

Les aspects suivants relèvent actuellement de la coopération intergouvernementale:

- la garantie d'une assistance militaire mutuelle dans le cadre de l'UE (le cas échéant sous la forme de « coopérations renforcées »);
- la mise en place progressive d'une force de réaction rapide dans le cadre d'une armée européenne (à utiliser uniquement en dehors des missions d'alliance et pas à des fins d'autodéfense collective), dotée des structures et des moyens politiques et militaires appropriés.

En ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune, la coopération intergouvernementale doit également porter sur les éléments suivants:

- la lutte contre le terrorisme international;
- la politique internationale de contrôle, de réduction et de non-prolifération des armements;
- les relations avec les pays tiers;
- une force civile de réaction rapide dans les pays tiers; la prévention des crises;
- la coopération avec l'Otan et en son sein;
- la coopération en matière de politique culturelle extérieure;
- la coopération dans le cadre des Nations unies, avec un siège unique pour l'UE au Conseil de sécurité;
- les principes fondamentaux de la politique de développement;
- la mise en place de consulats communs.

L'évolution rapide de ce domaine de la politique européenne implique l'utilisation et le développement d'instruments dans le cadre des mécanismes de coopération renforcée, d'abstention constructive et de non-participation, en prolongement des institutions, des mécanismes et des instruments communautaires.

Dans la mesure où ces éléments continueront de relever de la coopération intergouvernementale, ces diverses procédures devraient être adaptées à la nature spécifique des relations internationales. La compétence décisionnelle appartiendra au Conseil européen, qui prendra ses décisions à l'unanimité et qui sera assisté par le Conseil « Affaires étrangères » (faisant office de conseil exécutif). Les diverses instances qui assisteront le Conseil européen prendront leurs décisions à la majorité.

Dans les situations de crise et de conflit, la communauté internationale a besoin d'interlocuteurs précis, au même titre que les forces civiles et militaires ont besoin de chaînes de commandement efficaces. À cette fin, la Commission, agissant en qualité de secrétariat du Conseil européen, doit être investie de la responsabilité de la politique étrangère et de sécurité commune. Dans cette optique, le commissaire chargé des relations extérieures devrait également occuper le poste de haut-représentant du Conseil pour la PESC.

Enfin, la participation du Parlement européen sera assurée via ses compétences budgétaires illimitées, son pouvoir de ratification des accords internationaux de l'Union et son droit de demander des informations et de rendre des avis.